

Appel à la grève et à la mobilisation

Public, privé, étudiant.e.s, mêmes attaques, mêmes combats !

Gouvernement et patronat, main dans la main, dégradent nos conditions de travail et d'accompagnement à coup de gels de postes et de coupes budgétaires. Comble du cynisme, dans le privé nos employeurs réunis au sein de leurs organisations (NEXEM, FEHAP etc.) prétendent défendre les salarié.es et l'attractivité de nos métiers.

Nos directions nous appellent à manifester comme si nous pouvions défendre nos revalorisations salariales avec ceux qui attaquent nos conventions collectives. Alors que nos salaires sont quasi gelés depuis 20 ans, nos patrons et le gouvernement voudraient conditionner, dans le cadre de la mission Laforceade, des augmentations de salaires à la casse de nos conventions. Un chantage intolérable !

Pour les collègues de la fonction publique, la charge de travail ne cesse d'augmenter, beaucoup de postes sont vacants et supprimés, au final, la fonction publique n'attire plus. De surcroît, la loi de transformation de la fonction publique remet toujours plus en cause la qualité du service public et les conditions de travail. Pourtant la crise sanitaire a bien mis en lumière la nécessité de se doter de services publics de qualité, détachés de toute considération marchande.

Alors que les salarié.es sont précarisé.es, les étudiant.es ne sont pas épargné.es : tour à tour utilisé.es dans les services pour combler le manque de personnels, avec une gratification de misère ou privé.es de lieux de stage. Le manque de moyens pour les formations n'est que la démonstration de la précarisation de notre secteur.

Sous couvert de Passe Sanitaire, le gouvernement se permet de suspendre des collègues quelles que soient les conséquences sur les services et les publics accueillis. Vacciné.es ou non, c'est une attaque qui nous concerne toutes et tous car nous dénonçons déjà quotidiennement le manque prégnant de personnel dans les services.

L'intersyndicale iséroise (CGT Santé Action-Sociale, CNT SSCT, SUD Santé-Sociaux et SUD CT) appelle les salarié.e.s relevant des secteurs sociaux et médico-sociaux, du public et privé lucratif et non-lucratif, à se mobiliser massivement le 7 décembre 2021, afin de revendiquer :

- Une égalité de traitement pour tous les salarié.e.s, exigeant la transposition du Complément de Traitement Indiciaire (issue de la mission LAFORCADE), à hauteur de 300 euros (en intégrant les 183 euros pour les salarié.e.s ne les ayant pas perçus). Celle-ci a en effet été injustement oubliée pour certain.e.s.
- Une revalorisation immédiate de tous les salaires, suite à la perte du pouvoir d'achat estimée à plus de 30 % depuis 1999.
- L'égalité salariale femmes/hommes
- Une convention collective unique, étendue et de haut niveau.
- L'amélioration des conditions de travail avec des moyens humains et financiers à la hauteur des besoins, ainsi que la fin de la précarité étudiante.
- L'arrêt de la transformation des établissements en plateforme de coordination et d'orientation.
- L'attribution de moyens humains et financiers nécessaires dans les établissements et services, afin d'assurer une prise en charge de qualité des patient.e.s, des usagers et des familles.
- L'arrêt des suppressions de postes, la création des emplois nécessaires (CDI, postes titulaires) en nombres suffisants.
- L'accès à des moyens de vie décents (inconditionnalité d'un accès à un logement salubre et adapté, à l'alimentation, à la santé et à l'éducation gratuite...) pour les personnes accompagnées.

L'intersyndicale appelle les collègues du social et du médico-social des secteurs publics, privés lucratifs et non lucratifs à se mettre en grève et à venir manifester le 7 décembre à 13h30 devant le Conseil Départemental

